



**HAL**  
open science

## Gil Blas et la censure : pratiques et représentations (Madrid, 1864-1866)

Isabelle Mornat

► **To cite this version:**

Isabelle Mornat. Gil Blas et la censure : pratiques et représentations (Madrid, 1864-1866). 2016.  
hal-01346437

**HAL Id: hal-01346437**

**<https://hal.science/hal-01346437>**

Preprint submitted on 19 Jul 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

Isabelle MORNAT

\*\*\*

Résumé :

Le journal républicain antimonarchiste et anticlérical fondé par Luis Rivera en 1864 à Madrid consacre la caricature au rang d'arme de combat politique en Espagne et rassemble les dessinateurs les plus emblématiques de l'époque. Il constitue une référence pour la presse satirique illustrée. L'étude porte sur la période qui a précédé la révolution de septembre 1868, en particulier la première époque, jusqu'au numéro du 16 juin 1866, et examine comment le journal aborde les restrictions de la liberté d'expression tout en n'abandonnant pas la caricature politique pour la caricature de mœurs. *Gil Blas* dénonce les décisions arbitraires en marge de la loi sur la presse, fait des limites de la liberté d'expression le sujet fondamental de cette première époque et forge ainsi son identité politique, satirique et libérale.

\*\*\*

Brève histoire de *Gil Blas*

Le journal antimonarchiste et anticlérical *Gil Blas*, fondé à Madrid en 1864 par Luis Rivera, instituteur, écrivain et journaliste, et publié jusqu'en 1872, est l'un des journaux satiriques illustrés les plus importants du XIX<sup>e</sup> siècle en Espagne. Il s'agit d'un hebdomadaire (1864-1866) puis d'un bihebdomadaire (1866-1872). Son fondateur meurt en juillet 1872 et la publication se poursuit jusqu'en septembre sous la direction de l'écrivain et journaliste républicain Roberto Robert. La première génération de dessinateurs de presse professionnels signe les caricatures. Il s'agit entre autres de Francisco Ortego, Daniel Perea, José Llovera, Vicente Urrabieta et José Luis Pellicer. Le périodique jouit d'une grande popularité dans la capitale et dans toute la péninsule<sup>1</sup>. Il introduit des innovations qui marquent ensuite la presse satirique : le format tabloïde, la réduction de la longueur des textes, l'augmentation du nombre d'illustrations indépendantes<sup>2</sup>. Pour la première fois la caricature, qui occupe partiellement ou totalement la troisième page, devient un support médiatique à part entière.

*Gil Blas* paraît à un moment exceptionnel de la vie politique espagnole qui comprend les quatre dernières années du règne d'Isabelle II, marquées par de fortes tensions. Une rébellion aux clairs accents révolutionnaires est vivement réprimée en 1866 et un soulèvement conduit finalement à la chute d'Isabelle II. La révolution de septembre 1868 ou *septembrina* inaugure la première expérience démocratique de l'Espagne, une période six années que

---

<sup>1</sup> Pour d'autres éléments sur le périodique, voir Lanes-Marsall Julien, « Maldecir cantando en la democracia republicana. Parodias de coplas, villancicos, y cantares en el político satírico *Gil Blas* (1864-1872) », in Lanes-Marsall Julien et Ostolaza Maitane (eds.), *Las culturas políticas en la España del siglo XIX*, Paris, Éditions Hispaniques, 2010, p. 162-203.

<sup>2</sup> Bozal Valeriano, *El siglo de los caricaturistas*, Madrid, Historia viva, 2000, p. 74. La configuration de la caricature proposée par *Gil Blas*, un dessin indépendant assorti d'une légende, est cependant déjà présente avant, dans *El Fandango* par exemple, publié à partir de 1845.

l'historiographie désigne par l'expression *Sexenio*. Le journal cesse de paraître pendant la monarchie parlementaire d'Amédée I (1871-1873).

La publication est interrompue entre le 16 juin et le 4 octobre 1866. Le périodique est en effet suspendu par le capitaine général de Madrid en raison de la déclaration de l'état de siège suite au soulèvement des sergents de San Gil qui a lieu le 22 juin 1866<sup>1</sup>. Mais il renaît de ses cendres comme l'indique le numéro-prospectus de septembre 1866 qui annonce une deuxième époque. *Gil Blas* abandonne alors son sous-titre, « journal politique satirique », et Luis Rivera déclare renoncer à la vocation politique du journal, mais à plusieurs reprises, dans ce même numéro et par la suite, le directeur souligne le caractère temporaire de cette orientation.

Les caricatures auront désormais trait aux sujets d'actualité, aux mœurs, aux arts et aux jolies filles<sup>2</sup>. Les dessins publiés entre le 4 octobre 1866 et le 7 novembre 1867 traitent donc exclusivement des mœurs et de la vie culturelle à Madrid. Le périodique retrouve son caractère politique, libéral et d'opposition, avec le numéro du 7 novembre 1867, qui ouvre une troisième époque. Le numéro du 1<sup>er</sup> octobre 1868 célèbre la chute d'Isabelle II et la révolution de septembre : « Après quatre ans de saisies et de plaintes, *Gil Blas* voit ses vœux exaucés sur la terre comme au ciel<sup>3</sup> ». Le numéro suivant peut enfin publier une caricature de la reine en partance pour la France, terre de son exil, montée sur un âne, un motif caricatural qui devint très populaire. Le journal pourra se déclarer ouvertement républicain à partir du décret du 23 octobre 1868.

Nous nous intéresserons à la période qui a précédé la révolution de septembre 1868, en particulier à la première époque, du premier numéro jusqu'au numéro paru le 16 juin 1866. Nous étudierons comment le journal aborde les restrictions de la liberté d'expression tout en n'abandonnant pas la caricature politique pour la caricature de mœurs. Nous montrerons comment le journal fait de la liberté de la presse, de ses restrictions et des abus des autorités en la matière un thème phare de la première époque qui contribue à forger son identité libérale de façon bien plus déterminante que le traitement des thèmes traditionnels qui fédèrent la presse d'opposition.

La naissance de *Gil Blas* coïncide à quelques mois près avec le retour au gouvernement en septembre 1864 de Ramón María Narváez, président du conseil des ministres, et de Luis González Bravo, ministre de l'intérieur, deux fidèles des premiers temps du règne d'Isabelle II. Ce retour est celui des libéraux modérés autoritaires qui ont à cœur de surveiller la presse<sup>4</sup>. L'époque d'Isabelle II est marquée par un changement constant et complexe de normes en

---

<sup>1</sup> Gómez Aparicio Pedro, *Historia del periodismo español. Desde la gaceta de Madrid (1661) hasta el destronamiento de Isabel II*, Madrid, Editorial Nacional, 1967, p. 552.

<sup>2</sup> *Gil Blas*, *Número prospecto*, septembre 1866.

<sup>3</sup> « Después de cuatro años de recogidas y de denuncias, *Gil Blas* ve cumplidos sus votos, así en la tierra como en el cielo », *Gil Blas*, 1<sup>er</sup> octobre 1868, p. 1.

<sup>4</sup> Les modérés constituent la droite du parti libéral de 1812 (année de la constitution de Cadix) jusqu'à 1868. Le parti libéral modéré est formé en 1836, il défend les prérogatives du roi, la souveraineté partagée entre les *Cortes* et le roi, ainsi que la restriction des droits légitimes en vue de maintenir l'ordre, un sujet récurrent à partir des années 1840. Durant le règne d'Isabelle II (1833-1868), le pouvoir politique est presque exclusivement aux mains des libéraux modérés. Fernández Sebastián Javier et Fuentes Juan Francisco (dirs.), *Diccionario político y social del siglo XIX español*, Madrid, Alianza, 2002, p. 448 et suiv.

matière de contrôle de la presse qui culmine avec le décret royal du 7 mars 1867 réunissant les mesures les plus répressives de son règne<sup>1</sup>.

Le numéro-prospectus de novembre 1864 précise la nature et les intentions de la publication : intervenir et mettre son grain de sel dans les questions politiques. Fondamentalement satirique, « *Gil Blas* n'est pas là pour défendre, il est là pour attaquer<sup>2</sup> ». Le premier article de Luis Rivera précise d'emblée « Je n'ai pas encore commis d'atrocités qui méritent la censure » et égrène de façon burlesque des contenus que la loi pourrait réprimer<sup>3</sup>. Le journal se définit comme une publication libérale en précisant qu'il ne peut clarifier davantage ses positions en raison des lois qui l'empêchent d'appeler les choses par leur nom<sup>4</sup>. Le périodique s'identifie alors à la presse d'opposition en évoquant ses thèmes traditionnels, l'influence de l'Eglise, la situation désastreuse des finances publiques et les problèmes de politique extérieure, en particulier la situation du Pérou et du Chili.

Censure contournée, censure détournée

Dès le numéro du 21 janvier, *Gil Blas* met en place ce qui constituera une constante durant cette première époque, où dessinateurs et rédacteurs flirtent en permanence avec les limites légales de la liberté d'expression. Le premier texte en couverture rapporte une anecdote : quelques inspecteurs de police ont demandé aux principales librairies de Madrid de retirer de la vitrine la caricature du numéro précédent, car elle attirait trop l'attention. La rédaction prend le contre-pied de la requête et déclare qu'elle a demandé aux libraires de placer la caricature dans le lieu le plus exposé, car le journal respecte la loi et elle voit dans ce contrôle une dérive autoritaire du maire de Madrid : « Nous sommes désolés de contrarier ces messieurs de la police mais, sincèrement, nous n'écrivons pas pour lui faire plaisir ni plaire au gouvernement<sup>5</sup> ».

A nouveau dans le numéro du 28 janvier 1865, le texte intitulé « Pour une caricature » rappelle qu'en dépit de la loi, le gouverneur a interdit la circulation d'un dessin. Il rappelle les bases de la loi en citant l'article 83 sur les estampes. Les rédacteurs du journal s'estiment victimes d'un acharnement, soumis à l'avis arbitraire du gouverneur qui peut, à sa guise et sans base juridique, interdire une caricature qu'il estime nuire au gouvernement.

Tout au long de cette première époque, les rédacteurs multiplieront les procédés pour mettre en valeur des interdictions peu scrupuleuses de la loi ou pour en détourner les effets lorsqu'elle s'applique. La dénonciation de la persécution des autorités culmine avec un article

---

<sup>1</sup> La loi Cánovas du 22 juin retoquée le 29 juin 1864 est une version plus libérale de la loi Nocedal du 13 juillet 1857. Elle suit la même structure avec quelques modifications, la censure préalable des journaux politiques est remplacée par une sanction éventuelle après diffusion et constitution du délit. Castro Alfin Demetrio, *Los males de la imprenta*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, Siglo XXI, 1998, p. 125. La loi de González Bravo du 7 mars 1867 signifie le nouveau durcissement d'un cadre déjà très restrictif. Valls Josep-Francesc, *Prensa y burguesía en el XIX*, Barcelona, Anthropos, 1988, p. 127-128.

<sup>2</sup> « *Gil Blas* no viene a defender, viene a atacar », *Gil Blas, Número prospecto*, p. 1.

<sup>3</sup> « No he cometido aun ninguna atrocidad que merezca censura », *idem*.

<sup>4</sup> « Si el programa de *Gil Blas* no está tan claro como la cuestión del Perú, no es culpa suya, sino de las leyes que no le permiten llamar las cosas por sus nombres », *idem*.

<sup>5</sup> « Sentimos disgustar a los señores de la policía; pero, francamente, no escribimos para darles gusto, ni para agrandar al gobierno », *Gil Blas*, 21 janvier 1865, p. 1.

qui fait le bilan des textes et dessins censurés sur les vingt-quatre numéros parus<sup>1</sup>. Treize dessins et quinze textes ont été interdits sans compter une plainte pour injure et calomnie et cinq numéros qui ont dû être à nouveau tirés.

Outre cette recension précise, les effets de la censure sont rendus visibles. En lieu et place de la caricature supprimée, le journal publie un descriptif de l'image et un commentaire ironique de la décision. Le dispositif constitue un substitut qui ajoute à la charge originale de l'image la visibilisation de la décision. En cette année 1865, plusieurs encarts de ce type apparaissent, en particulier après la répression des événements de la nuit de San Daniel du 10 avril 1865<sup>2</sup>.

Cette mise en scène de la censure est éclatante avec le premier numéro de l'année 1866 paru le 6 janvier. Il s'agit d'un numéro « blanc » qui conserve ses quatre pages et quelques brèves isolées à la fin. La parution a lieu au lendemain de l'échec du soulèvement du 3 janvier 1866, alors que l'état de siège était déclaré à Madrid et qu'une censure très stricte était appliquée<sup>3</sup>. Nous voyons dans la volonté de publier le numéro dans son intégrité formelle, avec les quatre pages habituelles, mais vides, se manifester ce qui constitue une ligne de conduite depuis la création du journal, ligne qui vise à ne pas opposer à la censure une disparition pure et simple, mais le résultat éloquent de ses effets.

#### Les caricatures de la censure liberticide

Outre ces procédés de détournement de la censure, l'actualité des premiers mois de publication est l'occasion de mettre en avant la défense de la liberté de la presse. Durant le premier trimestre de l'année 1865, les journalistes sont menacés, les plaintes et les saisies de journaux se multiplient. Ce climat reflète les vives tensions entre les secteurs néo-catholiques et traditionalistes, proches du pouvoir et de la reine Isabelle II, et les secteurs libéraux progressistes et démocrates dans l'opposition. Pendant cette période, plusieurs membres de l'épiscopat espagnol demandent à la reine davantage de sévérité à l'égard des livres et publications qui s'en prennent à la monarchie, au trône, à la dynastie et à la religion. *Gil Blas* évite ainsi ces sujets et prend pour cible Luis González Bravo qui se montre, dès son retour au gouvernement, particulièrement hostile à la liberté de la presse. Le 25 novembre 1864, il envoie une circulaire aux gouverneurs civils et aux procureurs dans laquelle il demande que soit rigoureusement respectée la loi sur la presse et les imprimés après la période de relâchement qui avait accompagné la tenue d'élections et en attendant de proposer une nouvelle loi<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> « Ojeo », 20 mai 1865, p. 1

<sup>2</sup> Des étudiants s'étaient regroupés pour une sérénade en l'honneur du recteur de l'université de Madrid qui avait refusé de destituer Emilio Castelar de sa chaire d'histoire à la demande du gouvernement. Emilio Castelar avait publié un article critique sur le patrimoine d'Isabelle II la dernière semaine de février. Le texte, interdit, avait circulé sous le manteau. La réunion fut sévèrement réprimée, causant quatorze morts et une centaine de blessés parmi les passants. Les encarts concernés sont publiés à troisième page des numéros suivants : 22 avril, 13, 20 et 26 mai 1865.

<sup>3</sup> Le soulèvement « la intentona de Villarejo » était conduit par Juan Prim, artisan de la révolution de septembre 1868, et préfigurait la *septembrina*.

<sup>4</sup> Dans la loi Nocedal, les autorités pouvaient suspendre l'impression, la vente et la distribution d'imprimés s'attaquant à la religion, à la personne et à la famille de la reine, à la monarchie ou à la constitution. La loi

C'est ainsi que le premier numéro de *Gil Blas*, le 3 décembre 1864, parodie la lettre du ministre : « Nous lui avons donné de la liberté, et la presse, ignorant ses missions, s'en est servie<sup>1</sup> ». C'est à travers l'acharnement du ministre à museler la presse que le journal met en image les effets de la censure. Ortego lui consacre une planche de quatre vignettes, « Vie et exploits de Ibrahim Clarete ». Le titre fait apparaître le pseudonyme de Luis González Bravo, fondateur et directeur d'un journal satirique dans sa jeunesse, *El Guirigay* (1838). Les quatre vignettes suivent le parcours de l'ancien journaliste, qui avait attaqué vivement le parti modéré dans ses jeunes années, était entré dans les rangs du parti progressiste pour rejoindre finalement les modérés. Ce destin versatile est du reste sans cesse rappelé dans le journal qui fait du ministre de l'intérieur un parfait renégat.



Quarta época.—1865.

Ibrahim Clarete vuelve á ser moderado.

Figure 1

[Quatrième époque. —1865. Ibrahim Clarete redevient modéré]

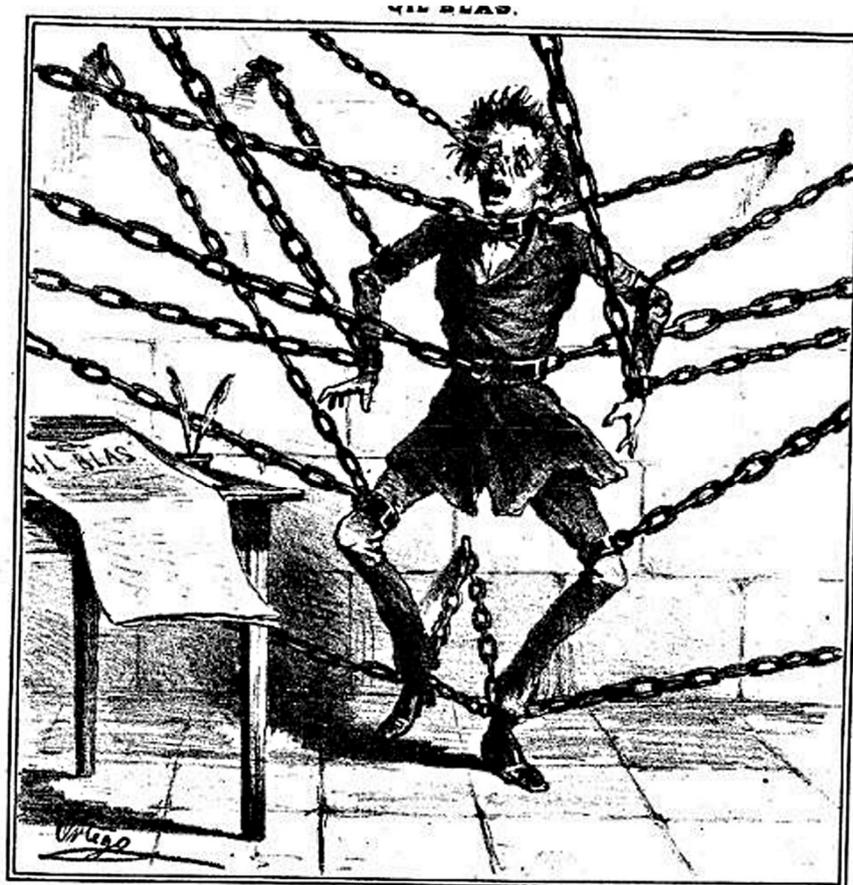
Ortego, « Vida y hechos de Ibrahim Clarete » [Vie et exploits d'Ibrahim Clarete], détail vignette, *Gil Blas*, 4 février 1865, p. 3

La dernière vignette représente le ministre attachant brutalement les mains d'une frêle jeune fille, allégorie de la presse innocente. González Bravo, et avec lui le gouvernement modéré, incarne ainsi en premier lieu la répression injuste et disproportionnée. Le 4 mars 1865, le ministre lit devant le Sénat un texte que le gouvernement voulait transformer en loi. Il s'agissait d'un dispositif répressif particulièrement hostile à la presse qui fut immobilisé puis abandonné par le gouvernement suivant<sup>2</sup>. *Gil Blas* mène une intense campagne pour dénoncer le projet en commençant par publier le 11 mars une caricature à ce sujet.

Cánovas suspend en théorie la saisie préalable pour les journaux politiques. Voir Castro Alfin Demetrio, *op. cit.*, p. 123.

<sup>1</sup> « Le hemos dado libertad, y la prensa, desconociendo su misión, ha usado de ella », « Circular », *Gil Blas*, 3 décembre 1864, p. 1.

<sup>2</sup> Castro Alfin Demetrio, *op. cit.*, p. 181-182.



**NUEVA LEY DE IMPRENTA**  
 ¡ Ahora puede Vd escribir de cuanto le dé la gana! —

Figure 2

[Maintenant vous pouvez écrire sur tout ce que vous voulez !]

Ortego, « Nueva Ley de imprenta » [Nouvelle loi sur la presse et les imprimés], *Gil Blas*, 11 mars 1865, p. 3

La caricature met en scène un journaliste de *Gil Blas* dans l'impossible exercice de ses fonctions. Le nombre de chaînes qui entravent le personnage constitue le ressort comique. *Gil Blas* reprendra plusieurs fois le thème du journaliste victime d'une loi injuste<sup>1</sup>.

*Gil Blas* fit partie d'une coalition de la presse mobilisée contre le projet. Dans le numéro du 18 mars 1865, est publié le « Manifeste de la presse contre le projet de loi sur la presse et les imprimés », signé par les directeurs de vingt-deux journaux espagnols. La planche qui illustre le manifeste publié en première page s'intitule « Ley de imprenta » [Loi sur la presse et les imprimés]. Elle réunit plusieurs vignettes mettant à nouveau en scène le ministre Luis Gonzalez Bravo, artisan du projet liberticide.

<sup>1</sup> Ortego, « Las víctimas de la ley » [Les victimes de la loi], *Gil Blas*, 8 avril 1865, p. 3 : une femme ne veut plus se marier avec un homme qui, étant journaliste, risque de finir en prison avec le projet de González Bravo. Une composition en pleine page, « El porvenir de los periodistas » [L'avenir des journalistes], publiée dans le numéro du 10 juin 1865, représente plusieurs journalistes sur le point d'entrer en prison tandis que les auteurs de délits sont libres. Les journalistes sont clairement et finement représentés, il s'agit des directeurs signataires du manifeste de mars 1865.



Figure 3

[« –Bonjour, jolie mademoiselle ! Pour que vous marchiez dessus, j’ai jeté ma nouvelle cape/–C’est justement ce qui me manquait »]

Ortego, « Ley de imprenta », détail vignette, *Gil Blas*, 18 mars 1865, p. 3

La vignette étonne par sa charge éminemment subversive, elle sonne comme un avertissement voire comme une menace. Le personnage semble être à la fois Luis Gonzalez Bravo, identifié par sa généreuse moustache et sa calvitie, et Ramón María Narváez, aussi représenté dans quelques vignettes de la planche, caractérisé en général dans *Gil Blas* par le chapeau *calañés* et le costume de la région d’origine du président. Le message est on ne peut plus clair : ce projet fait le lit de la révolution.

Après cette intense mobilisation, les caricatures portent plutôt sur la répression de la nuit de San Daniel du 10 avril 1865. Le journal met en lumière les effets de la censure par ses encarts explicatifs et ironiques. Le 21 juin 1865, le gouvernement Narváez-González Bravo tombe et Leopoldo O’Donell, figure de proue du parti de l’Union libérale, un regroupement de libéraux modérés et progressistes, fait son retour au gouvernement pour une année. Ortego signe la dernière composition autour de la censure de la presse de cette première époque.



Nos podéis quejar de mí/ Vosotros a quién os maté,/ Si buena vida os quité/ Buenas palabras os dí.

Figure 4

[Vous ne pouvez vous plaindre de moi, vous que j'ai tués, je vous ai pris une bonne vie/ mais je vous ai donné de bonnes paroles]

Ortego, « Cementerio de la Unión » [Cimetière de l'Union], *Gil Blas*, 31 mars 1866, p. 3

Il s'agit ici d'une composition parodique inspirée d'une scène de *Don Juan Tenorio* de José Zorrilla (1844)<sup>1</sup>. Ce dessin magistral met en scène Leopoldo O'Donnell que l'on peut reconnaître, malgré la sinistre capuche de pénitent, aux longues et fines jambes qui le caractérisent dans tous les dessins antérieurs. Dans le cimetière de son parti sont enterrés ceux qu'il a fait périr : la conscience, la presse, le trésor public, la liberté. La sculpture funéraire permet de représenter une allégorie de la presse sous le gouvernement O'Donnell. Il s'agit à nouveau d'une jeune fille misérablement enchaînée.

<sup>1</sup> « No os podréis quejar de mí,/vosotros a quien maté ;/si buena vida os quité,/buena sepultura os dí » [- Vous ne pourrez pas vous plaindre de moi, vous que j'ai tués : si je vous ai enlevé une bonne vie, je vous ai donné une bonne sépulture]. Il s'agit de la scène du cimetière, deuxième partie Acte I, scène 3, Zorrilla José, *Don Juan Tenorio*, Madrid, PLM Ediciones, 1995, p. 120.

## Liberté d'expression et censure au cœur de *Gil Blas* première époque

L'échec du soulèvement de Villarejo et la période d'intense contrôle de la presse et de l'ordre public qui s'ensuivit clôt cette première époque du journal qui se replie alors sur la caricature de mœurs. *Gil Blas* reprend l'inspiration politique dans sa troisième époque mais le nouveau cadre législatif est beaucoup plus sévère. Le décret du 7 mars 1867 de Luis González Bravo, de retour, tente de juguler l'instabilité politique en détruisant l'unité d'action de la presse dans l'opposition. Les dessins et dispositifs mis en place au cours de la première période ne réapparaissent pas. Les néo-catholiques deviennent la cible principale de cette troisième époque, décidément anticléricale, mais beaucoup plus terne.

La dialectique liberté d'expression/répression de la presse marque ainsi la première époque de *Gil Blas*. Les dispositifs mis en place, l'intense mobilisation et les caricatures, font de la censure un enjeu qui signe l'identité politique et satirique du journal. L'ensemble contribua sans aucun doute à la grande renommée de la publication dont le journaliste et écrivain Eusebio Blasco souligne la vigueur satirique : « *Gil Blas* fut le périodique destiné à tuer les gouvernements réactionnaires de la dernière période du règne d'Isabelle II<sup>1</sup> ». En mettant en valeur les effets d'une répression inique, voire hors-la-loi, le *Gil Blas* de la première époque participa activement à disqualifier le système politique en place accomplissant ainsi une mission pré-révolutionnaire<sup>2</sup>.

Université Paris Est Marne-la-Vallée -LISAA EA4120

---

<sup>1</sup> « *Gil Blas* fue el periódico destinado a matar a los gobiernos reaccionarios del último período del reinado de Isabel II », Blasco Eusebio, « Memorias íntimas », *Obras completas*, Madrid, Librería Editorial de Leopoldo Martínez, 1904, p. 69 cité par Lanes-Marsall Julien, *op. cit.*, note 26.

<sup>2</sup> En parlant de la loi en vigueur pendant cette première époque, Demetrio Castro Alfin souligne « Las leyes de prensa, esa ley de prensa en particular, fueron más que nada instrumentos gubernativos de acción política inmediata esgrimidos incluso en contra o al margen del principio de legalidad. El convencimiento de que esto era así, la certidumbre en los pocos escrúpulos de los gobiernos para burlar el orden legal, sería una de las causas que habrían de sumarse al complejo de ellas que desató la revolución de septiembre de 1868 » [Les lois sur la presse, cette loi en particulier, ont été surtout des instruments aux mains du gouvernement pour une action politique immédiate, argués même contre ou en marge du principe de légalité. La conviction qu'il en était ainsi, la certitude que les gouvernements n'avaient aucun scrupule à enfreindre les lois, sera l'un des très nombreux facteurs qui allaient déclencher la révolution de septembre 1868], Castro Alfin Demetrio, *op. cit.*, p. 186.